



La Chine est saisie par la fièvre des énergies renouvelables

La Chine refuse, comme l'Inde, de plafonner ses émissions de gaz à effet de serre, dont elle est le plus gros pays émetteur au monde, elle met les bouchées doubles dans le domaine des énergies renouvelables. L'objectif est de révolutionner son "mix énergétique", dominé en 2008 par le charbon.

Depuis le mois de mai, la presse chinoise fait état d'un nouveau schéma directeur pour les nouvelles énergies, encore à l'étude, pour la période 2009-2020 : il pourrait porter sur 3 000 milliards de yuans (300 milliards d'euros) - en incluant toutefois le nucléaire, qui n'est pas considéré en Chine comme une énergie renouvelable.

Déjà, les objectifs fixés pour le développement de l'éolien et du solaire ont été revus à la hausse, le plan de relance de 2008 ayant ouvert les vannes du crédit. Ainsi, l'objectif fixé de 30 gigawatts (GW) de capacité installée en 2020 pour l'éolien devrait être atteint dès 2010, selon un officiel de l'administration nationale pour l'énergie. Le nouvel objectif pour les dix ans à venir a été fixé à 100 GW, mais pourrait atteindre 150 GW dans le plan à venir.

La Chine est passée en 2008 au quatrième rang mondial, devant l'Inde, pour sa capacité installée en éolien, avec 12,2 GW. Les parcs éoliens en projet ou en construction sont si nombreux que le premier ministre Wen Jiabao s'est alarmé des risques "*d'expansion aveugle*" : le réseau électrique actuel est parfois trop vétuste pour accueillir l'électricité ainsi produite, et certains parcs opèrent au ralenti, ou pas du tout.

Dans le solaire, l'objectif d'une capacité installée de 1,8 GW en 2020 a été multiplié par cinq, pour atteindre 10 GW, et pourrait être poussé à 20 GW, contre 140 mégawatts (MW) fin 2008 (1 GW = 1 000 MW). Premier fabricant mondial de panneaux photovoltaïques, qu'elle exporte pour 95 %, la Chine jugeait jusqu'alors cette technologie trop coûteuse pour la production d'électricité. Les économies d'échelle et les surcapacités ont fait baisser les prix.

L'hydroélectricité n'est pas en reste : la frénésie de construction de barrages sur le cours supérieur du Yangzi a forcé le ministère de l'environnement à suspendre des chantiers qui n'avaient pas effectué d'étude d'impact environnemental sérieuse. Les écologistes dénoncent les risques majeurs posés par cette fièvre du barrage.

Les efforts chinois s'inscrivent dans une loi qui prévoit que la part des énergies renouvelables (hors nucléaire) doivent passer à 10 % de la consommation d'énergie en 2010 et 15 % en 2020. Selon un entretien accordé en juin au *Guardian*, le vice-président de l'agence de planification chinoise, la Chine atteindrait en réalité, à cette échéance, au moins 18 % - voire 20 % - de renouvelable dans son mélange énergétique.

dpi *j'aime!*